

AVIS DES SOCIÉTÉS*

ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS

Société Magasin Général

Siège Social : 28 Rue Kamel Ataturk – 1001 Tunis

La Société Magasin Général publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 28 mai 2019. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes : Mr Fehmi Laourine (AMC Ernst & Young) et Mr Slaheddine ZAHAF (Horwath ACF).

* Ces états financiers annulent et remplacent ceux publiés au BO du CMF n° 5852 du 09/05/2019.

BILAN
(Exprimé en DT)

Actifs	Notes	31-déc	
		2018	2017
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		60 321 088	49 597 835
- amortissements immobilisations incorporelles		(18 302 488)	(14 505 788)
Immobilisations incorporelles nettes	4	42 018 600	35 092 047
Immobilisations corporelles		253 669 557	225 959 668
- amortissements immobilisations corporelles		(133 293 654)	(113 104 213)
Immobilisations corporelles nettes	4	120 375 903	112 855 456
Immobilisations financières		161 415 951	120 546 673
-Provision pour dépréciation des immobilisations financières		(534 584)	(532 621)
Immobilisations financières nettes	5	160 881 368	120 014 053
Total des actifs immobilisés		323 275 870	267 961 556
Autres actifs non courants	6	432 066	647 812
Total des actifs non courants		323 707 936	268 609 368
Actifs courants			
Stocks		96 162 334	74 433 795
-Provision pour dépréciation des stocks		(4 835 228)	(4 241 807)
Stocks nets	7	91 327 106	70 191 988
Clients et comptes rattachés		22 551 566	19 346 365
-Provision pour créances douteuses		(8 865 110)	(8 920 073)
Clients et comptes rattachés nets	8	13 686 457	10 426 292
Autres actifs courants		37 690 956	56 417 896
Provisions pour dépréciations des actifs courants		(4 642 655)	(4 402 967)
Autres actifs courants nets	9	33 048 301	52 014 929
Placements et autres actifs financiers	10	162 150 799	139 560 833
Liquidités et équivalents de liquidités	11	7 201 338	18 251 812
Total des actifs courants		307 414 001	290 445 854
Total des actifs		631 121 937	559 055 222

BILAN
(Exprimé en DT)

Capitaux Propres et Passifs	Notes	31-déc	
		2018	2017
Capital social		11 481 250	11 481 250
Réserves		53 270 874	44 270 874 (*)
Autres capitaux propres		3 202 935	3 077 984 (*)
Actions propres		(439 936)	(439 936)
Autres compléments d'apport		630 772	630 772
Résultats reportés		8 224 370	3 134 553
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		76 370 265	62 155 497
Résultat de l'exercice		21 198 656	22 126 692
Total des capitaux propres après résultat de l'exercice	12	97 568 921	84 282 189
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	13	121 620 046	123 710 693
Provisions pour risques et charges	14	7 798 327	6 889 637
Dépôts et cautionnements reçus		320 597	7 402
Total des passifs non courants		129 738 970	130 607 732
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	15	226 961 978	192 911 345
Autres passifs courants	16	34 849 391	30 192 368
Concours bancaires et autres passifs financiers	11	142 002 677	121 061 589
Total des passifs courants		403 814 046	344 165 301
Total des passifs		533 553 016	474 773 033
Total des capitaux propres et des passifs		631 121 937	559 055 222

(*) Données retraitées pour les besoins de comparabilité

Etat de résultat
(Exprimé en DT)

	Notes	Période 12 mois Allant du 01.01 au 31.12	
		2018	2017
Produits d'exploitation			
Revenus		917 544 925	859 188 604
Autres produits d'exploitation		37 250 330	34 904 060
Total des produits d'exploitation	17	954 795 255	894 092 664
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises vendues	18	754 691 485	706 994 064
Charges de personnel	19	73 179 893	68 840 525
Dotations aux amortissements et aux provisions	20	27 016 228	26 909 957
Autres charges d'exploitation	21	70 879 950	66 386 428
Total des charges d'exploitation		925 767 557	869 130 974
Résultat d'exploitation		29 027 698	24 961 689
Charges financières nettes	22	(21 416 885)	(15 168 547)
Produits des placements	23	19 073 556	16 136 591
Autres gains ordinaires	24	999 277	777 804
Autres pertes ordinaires	25	(571 452)	(718 951)
Résultat des activités ordinaires avant impôt		27 112 195	25 988 587
Impôt sur les bénéfices	26	5 913 539	3 861 895
Résultat des activités ordinaires après impôt		21 198 656	22 126 692
Eléments extraordinaires		-	-
Résultat net de l'exercice		21 198 656	22 126 692
Effets des modifications comptables (Net d'impôt)		-	-
Résultat de l'exercice après modification comptable		21 198 656	22 126 692

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

(Exprimé en DT)

	Note	Période 12 mois Allant du 01.01 au 31.12	
		2018	2017
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net		21 198 656	22 126 692
Ajustements pour:			
* Amortissements et provisions		27 115 310	25 749 553
* Reprises sur amortissements des immobilisations		(1 107 514)	(1 354 087)
* Plus ou moins-values de cession des immobilisations	24	(176 031)	(24 987)
* Variation des :			
- stocks	7	(21 728 539)	(5 146 539)
- créances	8	(3 205 201)	2 279 601
- autres actifs	9	18 726 940	(21 741 749)
- fournisseurs et autres passifs courants		38 707 656	22 176 156
Charges d'intérêt	22	25 644 608	17 968 350
Produits des placements	23	(19 073 556)	(16 136 591)
Pertes et mise en rebut d'immobilisations corporelles et incorporelles	25	487 479	196 211
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		86 589 808	46 092 611
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(39 670 883)	(31 514 982)
Charges à répartir		(117 109)	(313 663)
Autres cautionnements versés		(1 537 059)	(1 424 711)
Prêts aux personnels		146 480	304 821
Décassements pour titres de participations		(39 478 699)	(9 000 313)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles		926 292	1 267 776
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		(79 730 978)	(40 681 070)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Opérations sur fonds social		124 951	127 676
Décassements sur remboursements d'emprunts		(32 090 647)	(28 989 696)
Décassements des intérêts sur emprunts		(25 644 608)	(17 968 350)
Variation des cautionnements reçus		313 195	-
Variation des placements et autres actifs financiers		(22 589 964)	(16 684 855)
Produits des placements		19 073 556	16 136 591
Distribution de dividendes		(8 036 875)	(6 888 750)
Concours Bancaires courant		1 782 347	13 480 588
Encaissements provenant des emprunts		30 000 000	42 000 000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		(37 068 046)	1 213 205
Variation de trésorerie		(30 209 216)	6 624 746
Trésorerie au début de l'exercice		(42 190 385)	(48 815 131)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	11	(72 399 601)	(42 190 385)

Note 1 : Présentation de la société

La Société Magasin Général (SMG) est une société anonyme de droit tunisien constituée le 04 octobre 1988 suite à la scission de la société STIL en trois sociétés (SODAT, STIL, SMG). La Société Magasin Général a été privatisée en 2007, suite à la CAREPP en date du 12/07/2007, autorisant les entreprises publiques (OCT, la BNA et la STEG) à céder en bloc leurs participations dans le capital de la Société Magasin Général à la Société Med Invest Company.

La société a pour objet le commerce de détail à rayons multiples de toutes marchandises.

Vers la fin de 2018, le réseau de la société s'étend sur 96 points de vente.

Le capital de la SMG au 31/12/2018 s'élève à 11 481 250 DT.

Le 26 Février 2013 l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de ramener la valeur nominale de l'action à 1 DT chacune, ayant pour date d'effet le 25 Mars 2013, pour aboutir à 11 481 250 actions en circulation.

Note 2 : Déclaration de conformité

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, sont établis conformément aux normes comptables Tunisiennes telles que définies par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au Système Comptable des Entreprises et le décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité. Les règles, les méthodes et les principes adoptés pour l'enregistrement des opérations au courant ou à la fin de l'exercice ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

Note 3 : Principes comptables appliqués

Les états financiers ont été établis par référence aux hypothèses sous-jacentes et aux conventions comptables de base suivantes :

- Hypothèse de continuité de l'exploitation ;
- Hypothèse de la comptabilité d'engagement ;
- Convention de l'entité ;
- Convention de l'unité monétaire ;
- Convention de la périodicité ;
- Convention du cout historique ;
- Convention de la réalisation du revenu ;
- Convention de rattachement des charges aux produits ;
- Convention de l'objectivité ;
- Convention de permanence des méthodes ;
- Convention de l'information complète ;
- Convention de prudence ;
- Convention de l'importance relative ;
- Convention de prééminence du fond sur la forme.

Les états financiers de l'exercice 2018 couvrent la période allant du 1^{er} Janvier 2018 jusqu'au 31 décembre de la même année.

Les autres méthodes d'évaluation et de présentation les plus significatives se résument comme suit :

3.1 Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinar tunisien. Les soldes des opérations libellées en monnaies étrangères sont convertis au cours de la clôture. Les gains et les pertes de change sont imputés aux résultats conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées au cours de l'exercice en appliquant le cours de change à la date de la transaction.

3.2 Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée. Elles comprennent le prix d'achat et les charges y afférentes (les droits et taxes supportés et non récupérables, les frais de transit, de livraison, de manutention initiale d'installation ainsi que les frais directs tels que les commissions et courtages).

La valeur récupérable de l'immobilisation est appréciée à la fin de chaque exercice. Lorsqu'elle est inférieure à la valeur nette comptable, elle donne lieu à :

- une réduction de valeur si la dépréciation est jugée irréversible
- une provision dans les autres cas.

Les immobilisations sont amorties à compter de leur date de mise en service en appliquant les taux suivants :

- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau	20%
- Outillages	10%
- Matériels informatique	15%
- Logiciels	33%
- Fonds de commerce	5%
- Bâtiments	5%

3.3 Test de dépréciation des points de vente

Pour la bonne valorisation des unités, un test cyclique d'évaluation des points de vente est mis en place permettant de refléter l'image fidèle de ces unités génératrices de trésorerie.

Ce test tient compte de la rentabilité de chaque point de vente durant les 3 derniers exercices ainsi que de la croissance de son chiffre d'affaires.

L'effet de cette évaluation est constaté en provision pour dépréciation des actifs.

3.4 Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les investissements sont comptabilisés en hors TVA récupérable calculée conformément à l'article 9 du Code de la TVA. Les TVA collectées et récupérables sont enregistrées dans les comptes appropriés de l'Etat et des collectivités publiques. Enfin de période, le solde de ces comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

3.5 Stocks :

A) Méthode de valorisation du stock :

La Société a procédé au 31/12/2018 à la valorisation de son stock en appliquant la méthode du dernier prix d'achat.

B) Estimation des provisions sur stocks :

Le calcul de la provision totale sur stock au 31/12/2018 a tenu compte de l'antériorité des articles et de l'observation physique de l'état des stocks. La valeur de la provision est estimée à 4 835 228 DT au 31/12/2018 contre une provision de 4 241 807 DT au 31/12/2017.

3.6 Créances Douteuses

Sont enregistrées sous l'intitulé "Clients Douteux ou Litigieux" les créances dont le recouvrement s'avère incertain.

Une provision pour dépréciation de ces créances douteuses est constatée en fin d'exercice. Les créances douteuses sont provisionnées en appliquant une politique qui consiste à provisionner la créance en totalité en cas de retour impayé de deux échéances consécutives.

3.7 Provision pour Congés payés

Le solde des droits aux congés payés est estimé à la clôture de l'exercice par référence aux salaires bruts. Il est comptabilisé dans la rubrique "Personnel et comptes rattachés" sous l'intitulé "*dettes provisionnées pour congés à payer*".

3.8 Revenus

Les revenus provenant de la vente de marchandises sont comptabilisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est satisfait:

- La société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété;
- le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable;

- il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société; et
- les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

3.9 Provisions pour risques et charges

La société a un processus de recensement de l'ensemble des risques auxquels elle est exposée. Ce processus permet de cartographier et d'évaluer d'une manière fiable la valeur de provisions pour risques et charges à constater à la clôture de l'exercice.

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 7 798 327 DT au 31 décembre 2018.

3.10 Provision des immobilisations financières

La société a un processus d'identification et d'appréciation des indices de dépréciation des immobilisations financières. Ce processus permet d'évaluer d'une manière fiable la valeur recouvrable des immobilisations financières ainsi que les provisions à constater sur les immobilisations financière à la clôture de l'exercice.

Les provisions pour dépréciation des immobilisations financières s'élèvent au 31 décembre 2018 à 534 584 DT.

3.11 L'état de résultat

L'état de résultat est présenté selon le modèle autorisé.

Notes sur les comptes du bilan

Note N° 4 : Immobilisations incorporelles et Corporelles

Tableau des immobilisations et des amortissements au 31/12/2018

Rubrique	Valeurs brutes					Solde au 31/12/2018	Amortissements						Valeur comptable nette		
	Solde au 31/12/2017	Acquisition	Transfert	Rebut	Cession		Solde au 31/12/2017	Dotation	provision complémentaire	reprise provision	Rebut	Cession	Solde au 31/12/2018	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
Logiciels de gestion	18 342 722	5 388 809	0	0	0	23 731 532	10 919 182	2 242 163	0	0	0	0	13 161 345	10 570 187	7 423 540
Fonds de commerce	31 255 112	5 334 444	0	0	0	36 589 556	3 586 605	1 431 490	546 861	(423 814)	0	0	5 141 143	31 448 413	27 668 507
Total des immobilisations incorporelles	49 597 835	10 723 253	0	0	0	60 321 088	14 505 788	3 673 653	546 861	(423 814)	0	0	18 302 488	42 018 600	35 092 047
Terrains Nus	4 886 200	256 209	0	0	0	5 142 409	139 526	0	0	0	0	0	139 526	5 002 883	4 746 674
Bâtiments	35 353 875	0	0	(18 157)	0	35 335 718	15 944 285	1 438 076	0	0	(12 144)	0	17 370 217	17 965 501	19 409 590
Instal.gles.agenc.aménag.d.const	28 808 457	542 678	0	(34 438)	0	29 316 698	15 151 394	2 665 775	0	0	(26 049)	0	17 791 120	11 525 579	13 657 063
Matériels industriel	49 939 437	7 505 215	0	(49 165)	0	57 395 487	25 895 764	5 740 186	0	0	(44 254)	0	31 591 696	25 803 791	24 043 674
Mat.Outillage	2 080 351	92 965	0	0	0	2 173 317	1 876 515	231 629	0	0	0	0	2 108 145	65 172	203 835
Matériels de transport de Biens	127 860	0	0	0	0	127 860	114 955	6 718	0	0	0	0	121 673	6 186	12 904
Matériels de transport de Pers.	3 694 683	1 454 885	0	0	(599 101)	4 550 467	2 292 604	520 753	0	0	0	(543 831)	2 269 525	2 280 943	1 402 080
Instal.gles.agenc.aménag.div.ident	37 285 149	6 806 782	0	(14 669)	0	44 077 263	23 808 774	4 240 030	0	0	(14 664)	0	28 034 139	16 043 124	13 476 376
Instal.gles.agenc.aménag.non ident	53 600 800	10 208 226	0	(341 145)	0	63 467 880	19 978 194	5 262 543	134 340	(122 317)	(293 229)	0	24 959 531	38 508 349	33 622 605
Equipement de Bureau (mobilier)	1 904 649	157 408	0	(2 387)	0	2 059 669	1 497 188	162 876	0	0	(2 387)	0	1 657 677	401 992	407 461
Equipement.Bur. (materiel)	74 581	0	0	(731)	(11 762)	62 087	68 694	2 054	0	0	(731)	(11 762)	58 255	3 833	5 887
Equipement informatique	8 154 283	1 923 260	0	(26 786)	(139 398)	9 911 359	6 336 320	1 014 294	0	0	(26 786)	(131 676)	7 192 151	2 719 208	1 817 964
Bâtiments en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Matériels en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Installations générales en cours	49 343	0	0	0	0	49 343	0	0	0	0	0	0	0	49 343	49 343
Total des immobilisations corporelles	225 959 668	28 947 629	0	(487 479)	(750 261)	253 669 557	113 104 213	21 284 935	134 340	(122 317)	(420 245)	(687 269)	133 293 654	120 375 903	112 855 456
Total des immobilisations	275 557 503	39 670 883	0	(487 479)	(750 261)	313 990 645	127 610 000	24 958 588	681 200	(546 132)	(420 245)	(687 269)	151 596 142	162 394 503	147 947 503

Note 5 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent à 160 881 368 DT au 31/12/2018 contre un solde de 120 014 053 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Titres de participation (a)	153 081 810	113 603 111	39 478 699
Prêts aux personnels	2 368 113	2 514 593	(146 480)
Dépôts et cautionnements	5 966 029	4 428 969	1 537 059
Total immobilisations financières brutes	161 415 951	120 546 673	40 869 278
Provision dépréciation titres de participation	(250 000)	(250 000)	-
Provision dépréciation Prêt personnel et des cautions	(284 584)	(282 621)	(1 963)
Total immobilisations financières nettes	160 881 368	120 014 053	40 867 315

(a) : Le détail des titres de participation à la clôture de l'exercice 2018, se présente comme suit :

Participations	Solde au 31/12/2018	Provision	VCN 31/12/2018
Sté L'IMG	58 015 000	-	58 015 000
Sté CMG	4 800 163	-	4 800 163
BHM	82 981 146	-	82 981 146
Sté Inf Services	20 000	-	20 000
GSI TUNISIA	2 000	-	2 000
Sté Socelta	50 000	50 000	-
T D A	200 000	200 000	-
MG SICAR	2 899 230		2 899 230
MG INVEST	2 249 480		2 249 480
CIVA	29 999		29 999
NEXUS	800 000		800 000
MG INTERNATINAL	999 990		999 990
SODAD	1	-	1
Sahra Palace	1	-	1
FORMA PRO	34 800	-	34 800
Total	153 081 810	250 000	152 831 810

Note 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants nets s'élèvent à 432 066 DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Valeur brute 31/12/2018	Résorption antérieures	Résorption 2018	VCN 31/12/2018	VCN 31/12/2017
Charges à répartir	4 169 749	3 404 827	332 856	432 066	647 812
Total	4 169 749	3 404 827	332 856	432 066	647 812

Note 7 : Stock de marchandises

La valeur nette du stock de marchandises s'élève à 91 327 106 DT au 31/12/2018 contre un solde de 70 191 988 DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Stocks de marchandises chez SMG	95 343 927	74 299 476	21 044 451
Stocks de marchandises chez des tiers	818 407	134 319	684 088
Total Stocks de marchandises brutes	96 162 334	74 433 795	21 728 539
Provision des stocks	(4 835 228)	(4 241 807)	(593 421)
Total Stocks de marchandises nettes	91 327 106	70 191 988	21 135 118

Note 8 : Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés présentent un solde net de 13 686 457 DT au 31/12/2018 contre un solde de 10 426 292 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Clients effets à recevoir	2 038 372	1 364 706	673 666
Clients sociétés et associations	11 611 296	9 058 462	2 552 835
Clients douteux ou litigieux	8 865 110	8 920 074	(54 964)
Clients factures à établir	36 788	3 124	33 664
Total clients bruts	22 551 566	19 346 365	3 205 201
Provision des clients	(8 865 110)	(8 920 073)	54 964
Total clients nets	13 686 457	10 426 292	3 260 165

Note 9 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants présentent un solde net de 33 048 301 DT au 31/12/2018 contre un solde de 52 014 929 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Fournisseurs débiteurs	4 410 210	3 018 175	1 392 035
Prêts et avances aux personnels	377 152	383 393	(6 241)
Report d'impôt sur les sociétés	5 738 084	5 490 688	247 396
Sociétés du groupe	8 586 682	23 643 634	(15 056 952)
Débiteurs divers	11 050 842	8 982 478	2 068 364
Produits à recevoir	2 536 931	11 954 637	(9 417 706)
Comptes d'attentes à régulariser	22 000	21 554	446
Charges constatées d'avance	4 969 055	2 923 338	2 045 717
Total autres actifs courants bruts	37 690 956	56 417 896	(18 726 940)
Provision des autres actifs courants	(4 642 655)	(4 402 967)	(239 688)
Total autres actifs courants nets	33 048 301	52 014 929	(18 966 628)

Note 10 : Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 162 150 799 DT au 31/12/2018 contre un solde de 139 560 833 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Prêts courants liés au cycle d'exploitation	1 158 320	1 200 354	(42 034)
Echéances à moins d'un an sur prêts non courants	26 522	26 522	-
Billets de Trésorerie	160 950 000	138 000 000	22 950 000
Actions cotées	8 345	8 345	-
intérêts courus	7 611	325 611	(318 000)
Total des placements et autres actifs financiers	162 150 799	139 560 833	22 589 966

Note 11 : Trésorerie

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 7 201 338 DT au 31/12/2018 contre un solde de 18 251 812 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Valeurs à l'encaissement	5 018 963	5 217 255	(198 292)
Banques créditrices	1 647 227	12 506 546	(10 859 319)
CCP	4 332	4 452	(120)
Caisses	530 816	523 559	7 258
Total liquidités et équivalents de liquidités	7 201 338	18 251 812	(11 050 474)

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent à 142 002 677 DT au 31/12/2018 contre un solde 121 061 589 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Banques débitrices	79 600 939	60 442 197	19 158 742
Emprunts bancaires échéances à moins d'un an	32 090 647	28 989 696	3 100 951
Billets de trésorerie reçus	1 400 000	-	1 400 000
Intérêt courus	911 091	1 629 695	(718 604)
Emprunt courant lié au cycle d'exploitation	28 000 000	30 000 000	(2 000 000)
Total concours bancaires et autres passifs financiers	142 002 677	121 061 589	20 941 089

La trésorerie au 31 décembre 2018 s'élève à (72 399 601) DT contre (42 190 385) DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Valeurs à l'encaissement	5 018 963	5 217 255	(198 292)
Banques créditrices	1 647 227	12 506 546	(10 859 319)
CCP	4 332	4 452	(120)
Caisses	530 816	523 559	7 258
Banques débitrices	(79 600 939)	(60 442 197)	(19 158 742)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(72 399 601)	(42 190 385)	(30 209 216)

Note 12 : Capitaux propres

Les capitaux propres ont passé de 84 282 189 DT au 31/12/2017 à 97 568 921 DT au 31/12/2018. Cette variation est détaillée au niveau du tableau suivant :

Libellé	Capital social	Réserves légales*	Prime d'émission*	Réserves pour réinvestissement exonéré*	Réserves pour fonds social**	Intérêts courus sur fonds social**	Actions propres	Autres compléments d'apports	Résultats reportés	Amortissements dérogatoires	Résultat de l'exercice	Total
Capitaux propres au 31/12/2016	11 481 250	1 148 125	35 718 750	2 903 999	1 622 543	1 335 701	(439 936)	622 836	2 378 477	52 031	12 144 826	68 968 601
- Dons sur fond social										(52 031)		(52 031)
- Intérêts sur fond social					(2 554)	122 294						119 740
- Actions propres							(0)	7 936				7 935
- Résultat de la période				4 500 000					7 644 826		(12 144 826)	0
-Distribution de dividendes									(6 888 750)			(6 888 750)
Résultat de l'exercice 2017											22 126 692	22 126 692
Capitaux propres au 31/12/2017	11 481 250	1 148 125	35 718 750	7 403 999	1 619 989	1 457 995	(439 936)	630 772	3 134 553	-	22 126 692	84 282 189
- Dons sur fond social										-		-
- Intérêts sur fond social						124 951						124 951
- Résultat de la période				9 000 000					13 126 692		(22 126 692)	-
-Distribution de dividendes									(8 036 875)			(8 036 875)
Résultat de l'exercice 2018											21 198 656	21 198 656
Capitaux propres au 31/12/2018	11 481 250	1 148 125	35 718 750	16 403 999	1 619 989	1 582 946	(439 936)	630 772	8 224 370	-	21 198 656	97 568 921

Le retraitement effectué au niveau des capitaux propres à pour objectif de séparer les réserves et intérêts sur fonds social des autres réserves constituées par la société, ainsi les nouvelles rubriques présentées dans les capitaux propres du bilan se détaillent comme suit :

*La rubrique « Réserves » qui englobe les réserves légales, la prime d'émission ainsi que les réserves pour réinvestissement exonérés.

**La rubrique « Autres capitaux propres » qui englobe les réserves pour fonds social ainsi que les intérêts sur le dit Fond.

A- Fonds social :

Les opérations remboursables financées par la réserve pour fonds social sont inscrites à l'actif de l'entreprise et le montant utilisé de cette réserve est porté au niveau des notes aux états financiers. Les rémunérations rattachées à ces opérations viennent en augmentation de la réserve pour fonds social.

Les opérations non remboursables financées par la réserve pour fonds social viennent en déduction de cette réserve.

Libellé	2018	2017
1. Solde au 1er janvier		
-Trésorerie		-
-Prêts au personnel	3 077 984	2 958 244
Total	3 077 984	2 958 244
2. Ressources de l'exercice		
-Intérêts de prêts au personnel	124 951	122 294
3. Emplois de l'exercice		
-Aides au personnel non remboursables	-	(2 554)
4. Solde au 31 Décembre		
-Trésorerie		-
-Prêts au personnel	3 202 935	3 077 984
Total	3 202 935	3 077 984
Réserves pour fonds social	1 619 989	1 619 989
Intérêts sur fonds social	1 582 946	1 457 995
Total	3 202 935	3 077 984

B- Actions propres

Le nombre des actions propres détenues par la SMG au 31/12/2018 est de 13 227 actions valorisées à 439 936 DT.

C- Résultat par action

Le résultat de base par action, tel que prévu par la norme comptable générale, et calculé conformément à la norme comptable internationale « IAS 33 Résultat par action », représente le rapport entre le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère de l'exercice 2018 et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires donnant droit aux dividendes en circulation au cours de la même période, s'élève à 1,849 DT calculé comme suit :

$$\text{Résultat par action} = \frac{21\,198\,656}{11\,468\,023} = 1,849$$

Note 13 : Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts s'élèvent à 121 620 046 DT au 31/12/2018 contre un solde de 123 710 693 DT au 31/12/2017 et se présentent comme suit :

Emprunt	Solde 2017	Emprunts 2018	Échéance à moins d'un an au 31/12/18	Emprunt non courant au 31/12/18
Emprunts bancaires	123 710 693	30 000 000	32 090 647	121 620 046
Total des emprunts	123 710 693	30 000 000	32 090 647	121 620 046

Note 14 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 7 798 327 DT au 31/12/2018 contre un solde de 6 889 637 DT au 31/12/2017. Les mouvements des provisions pour risques et charges se présentent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Mouvements 2018	Solde au 31/12/2018
Provisions pour risques et charges	6 889 637	908 690	7 798 327
Total des provisions pour risques et charges	6 889 637	908 690	7 798 327

Note 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 226 961 978 DT au 31/12/2018 contre un solde de 192 911 345 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Fournisseurs d'exploitation et d'immobilisations	82 496 147	67 973 752	14 522 395
Fournisseurs effets à payer	118 874 803	111 825 779	7 049 024
Factures non parvenues	25 591 028	13 111 814	12 479 214
Total des fournisseurs	226 961 978	192 911 345	34 050 633

Note 16 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 34 849 391 DT au 31/12/2018 contre un solde de 30 192 368 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Variation
Clients avances sur achats	480 038	90 133	389 906
Rémunérations dues	602 527	388 904	213 624
Personnels cession sur salaire	12 610	13 254	(644)
Dettes provisionnées liées au personnel	8 225 845	8 055 338	170 507
TVA et autres impôts et taxes	6 128 662	5 237 554	891 108
CNSS	4 594 698	4 080 345	514 353
Autres créditeurs divers	2 336 459	2 311 403	25 056
Charges à payer	10 911 004	6 686 564	4 224 440
Produits constatés d'avance	1 557 548	3 328 874	(1 771 326)
Total des autres passifs courants	34 849 391	30 192 368	4 657 023

Notes sur les comptes de l'état de résultat

Note 17 : Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice 2018 s'élèvent à 954 795 255 DT contre 894 092 664 DT en 2017, soit une augmentation de 60 702 591 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2018	2017	Variation
Vente de marchandises	917 544	859 188	58 356
	925	604	321
Autres produits d'exploitation	37 250	34 904	2 346
	330	060	270
Total des produits d'exploitation	954 795 255	894 092 664	60 702 591

Note 18 : Achats de marchandises vendues

Les achats de marchandises vendues de l'exercice 2018 s'élèvent à 754 691 485 DT contre 706 994 064 DT en 2017, soit une augmentation de 47 697 420 DT.

Note 19 : Charges du personnel

Les charges du personnel de l'exercice 2018 s'élèvent à 73 179 893 DT contre 68 840 525 DT en 2017, soit une augmentation de 4 339 368 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2018	2017	Variation
Salaires et compléments de salaires	70 115	66 586	3 528
	400	779	620
Autres charges sociales	3 064	2 253	810
	493	745	748
Total des charges du personnel	73 179 893	68 840 525	4 339 368

Note 20 : Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions de l'exercice 2018 s'élèvent à 27 016 228 DT contre 26 909 957 DT en 2017, soit une augmentation de 106 271 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2018	2017	Variation
Dotation aux amortissements	25 093 662	24 178 016	915 646
Dotation/Reprise aux provisions pour risques et charges	811 565	1 425 305	(613 740)
Dotation aux provisions des comptes débiteurs	239 688	299 064	(59 376)
Dotation aux provisions des stocks	593 421	(558 079)	1 151 499
Résorption des charges à répartir	332 856	1 194 545	(861 689)
Provision pour dépréciation des comptes clients	(54 964)	371 105	(426 069)
Total des dotations aux amortissements et aux provisions	27 016 228	26 909 957	106 271

Note 21 : Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation de l'exercice 2018 s'élèvent à 70 879 950 DT contre 66 386 428 DT en 2017, soit une augmentation de 4 493 522 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2018	2017	Variation
Achats non stockés de matières & fournitures	13 703 827	12 542 532	1 161 295
Loyers du siège et autres locaux	12 607 186	11 000 598	1 606 588
Transport sur achats	7 402 614	7 502 730	(100 115)
Publicités, publications et relations publiques	9 440 858	9 503 388	(62 530)
Personnels extérieurs à l'entreprise	7 354 287	6 777 970	576 317
Entretiens et réparations	5 999 783	4 767 297	1 232 486
Autres impôts, taxes et versements assimilés	3 551 067	4 023 071	(472 004)
Rémunérations d'intermédiaires	2 515 705	3 650 809	(1 135 104)
Transport du personnel	1 480 529	1 320 988	159 541
Déplacements missions et réceptions	1 758 324	1 507 512	250 812
Frais postaux et télécommunications	980 817	831 108	149 709
Primes d'assurance	2 016 661	1 548 933	467 728
Services Bancaires et assimilés	1 048 258	813 051	235 208
Charges diverses ordinaires	1 020 033	596 441	423 591
Total des autres charges d'exploitation	70 879 950	66 386 428	4 493 522

Note 22 : Charges financières nettes

Les charges financières nettes de l'exercice 2018 s'élèvent à 21 416 885 DT contre 15 168 547 DT en 2017, soit une augmentation de 6 248 339 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2018	2017	Variation
Charges d'intérêts	25 264 241	17 279 773	7 984 469
Pertes de change	380 367	688 577	(308 210)
Total des charges financières	25 644 608	17 968 350	7 676 259
Revenus des autres créances	1 789 913	1 101 364	688 549
Intérêts des comptes créditeurs	2 437 810	1 698 439	739 371
Total des produits financiers	4 227 723	2 799 803	1 427 920
Total des charges financières nettes	21 416 885	15 168 547	6 248 339

Note 23 : Produits des placements

Les produits de placements de l'exercice 2018 s'élèvent à 19 073 556 DT contre 16 136 591 DT en 2017, soit une augmentation de 2 936 966 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2018	2017	Variation
Produits des placements	13 073 731	9 140 763	3 932 968
Dividendes	5 999 825	6 995 828	(996 003)
Total des produits des placements	19 073 556	16 136 591	2 936 966

Note 24 : Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires de l'exercice 2018 s'élèvent à 999 277 DT contre 777 804 DT en 2017, soit une augmentation de 221 473 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2018	2017	Variation
Plus-values sur cession d'immobilisations	176 031	24 987	151 044
Autres gains non récurrents	606 301	430 882	175 419
Gains nets sur tickets repas	216 945	321 936	(104 991)
Total des autres gains ordinaires	999 277	777 804	221 473

Note N° 25 : Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires de l'exercice 2018 s'élèvent à 571 452 DT contre 718 951 DT en 2017, soit une diminution de 147 500 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2018	2017	Variation
CNSS personnel partant	204	385	(180 675)
	663	338	
	72	22	
Moins-values sur cession d'immobilisations	829	993	49 836
	293	310	
Pertes non récurrentes	960	620	(16 660)
Total des autres pertes ordinaires	571 452	718 951	(147 500)

Note N° 26 : Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2018 est de 5 913 539 DT.

Note N° 27 : Les parties liées :

1. Opérations réalisées avec la CMG (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit hors taxes de 194 789 DT au titre des frais annuels d'Assistance Technique effectués au profit de la Société Centrale Magasin Général.
- La Société Centrale Magasin Général a facturé au cours de l'exercice 2018 à la Société Magasin Général des frais de logistiques d'un montant hors taxes de 7 142 303 DT.
- Les ventes en TTC de la Société Centrale Magasin Général à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2018 s'élèvent à 10 823 946 DT.
- La société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit de 4 797 000 DT relatif aux dividendes accordés par la Société Centrale Magasin Général tel que décidé par l'assemblée générale du 12 Juin 2018.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit hors taxes de 1 276 DT relatif à la quote-part de la Société Central Magasin Général dans les charges communes locatives.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit financier de 386 346 DT relatif aux intérêts sur compte courant de la Société Central Magasin Général.
- La société Centrale Magasin Général a facturé au cours de l'exercice 2018 à la société Magasin Général une valeur hors taxes de 30 000 DT en contrepartie de location de son fonds de commerce situé à Nabeul.

2. Opérations réalisées avec l'Immobilière Magasin Général (Filiale de SMG)

- Au cours de l'exercice 2018, la Société Immobilière Magasin Général a réalisé au profit de la Société Magasin Général des prestations de pilotage, études et suivi des travaux de rénovation des magasins pour un montant hors taxes de 1 877 973 DT.
- La Société Immobilière Magasin Général a facturé la contrepartie pécuniaire de la propriété commerciale à se procurer relative à des surfaces commerciales pour une valeur hors taxes de 4 262 286 DT constatée à juste titre en tant qu'immobilisations incorporelles.
- La société Immobilière Magasin Général a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxes de 1 538 312DT.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit hors taxes de 64 261 DT relatif à la quote-part de la Société Immobilière Magasin Général dans les charges communes locatives.

- La valeur de cautions obtenues par la société Immobilière Magasin Général suite à la location de locaux commerciaux au profit de la Société Magasin Général est de 1 297 551 DT.
- Sur proposition du conseil d'administration de la société Immobilière Magasin Général du 01/11/2018, l'assemblée Générale Extraordinaire réuni le 27/11/2018 a approuvé l'augmentation du capital de la société IMG pour une valeur de 32 500 000 DT. Cette augmentation réservée exclusivement à la Société Magasin Général est effectuée par compensation de créances.
- La Société Magasin Général a participé dans le capital de la Société Immobilière Magasin Général de 32 500 000 DT.
- Les intérêts sur compte courant facturés par La Société Magasin Général à La Société Immobilière Magasin Général au cours du 2^{ème} semestre 2018 se sont élevés à 466 823 DT et ce au titre de la rémunération d'un compte courant associé s'élevant au 31/12/2018 à 7 645 488 DT.

3. Opérations réalisées avec BHM (Filiale de SMG)

- La quote-part de la société BHM dans les charges communes de l'exercice 2018 s'élève à 282 205 DT hors taxes.
- Au cours de l'exercice 2018, la Société BHM a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 1 886 294 DT avec la Société Magasin Général au titre des ventes de marchandises.
- La société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit de 1 199 880 DT relatif aux dividendes accordés par la Société BHM tel que décidé par l'assemblée générale du 12 Juin 2018.

4. Opérations réalisées avec BHM Distribution (Filiale de BHM)

- La société BHM Distribution a loué à la Société Magasin Général des fonds de commerce pour une valeur hors taxes de 3 963 560 DT.

5. Opérations réalisées avec l'Immobilière HAFEDH (Avant sa fusion absorption par IMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours l'exercice 2018 un produit hors taxes de 3 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière HAFEDH dans les charges communes locatives du premier semestre 2018.
- Les intérêts sur compte courant facturés par La Société Magasin Général à La Société Immobilière HAFEDH au cours du 1^{er} semestre 2018 se sont élevés à 1 042 720 DT et ce au titre de la rémunération d'un compte courant associé s'élevant au 30/06/2018 à 28 571 239 DT.
- La société Immobilière HAFEDH a loué à la Société Magasin Général un local commercial au cours du 1^{er} semestre 2018 pour un montant hors taxes de 138 152 DT.

6. Opérations réalisées avec l'Immobilière ZAINEB (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit hors taxes de 16 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière ZAINEB dans les charges communes locatives.

7. Opérations réalisées avec BHM Immobilière (Filiale de SMG)

- La société Immobilière BHM a loué à la Société Magasin Général un local commercial pour un loyer annuel hors taxes de 229 400 DT.

8. Opérations de financement par des billets de trésorerie

- Au cours de l'exercice 2018, la Société Magasin Général a réalisé des opérations de financement en billets de trésorerie au profit des parties liées.
Le solde des billets de trésorerie émis par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2018 ainsi que les produits financiers réalisés au cours de l'exercice 2018 se présente comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2018	Produits financiers constatés en 2018
Immobilière Magasin Général	60 050 000	4 746 134
Immobilière Hafedh	51 050 000	4 176 147
BHM	4 000 000	350 546
Société Centrale Magasin Général	7 500 000	512 604
SS Auto	1 500 000	117 433
BHM Immobilière	4 150 000	351 488
CIVA	50 000	85
SOINDI	8 000 000	711 937
Tunis CAR	1 100 000	83 864
SEDAN	1 250 000	77 596
SICAM	9 500 000	854 466
FOUNA	300 000	512
Med Invest	12 500 000	1 083 269
Totaux	160 950 000	13 066 081

-Le solde des billets de trésorerie émis par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2018 ainsi que les charges financières réalisés au cours de l'exercice 2018 se présente comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2018	Charges financières constatées en 2018
MG Invest	700 000	3 094
MG SICAR	700 000	3 094
Total général	1 400 000	6 188

Note N° 28 : Les engagements hors bilan

1. La société a contracté en 2012 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans dont 2 années de grâce. Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1er est de 8 000 000 DT débloqué le 17/05/2012 et le 2^{ème} est de 2 000 000 DT débloqué le 29/11/2012. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 12 375 149 DT, le remboursement en principal du crédit a commencé le 31/07/2014 pour le 1er échéancier et le 31/01/2015 pour le 2^{ème} et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 30 320 DT.
2. La société a contracté en 2012 un crédit à moyen terme de 15 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 18 782 542 DT, la société a donné en nantissement une liste des matériels. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 30/09/2014 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 92 987 DT.
3. La société a contracté en 2013 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 457 151 DT. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 31/01/2015 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 101 641 DT.
4. La société a contracté en 2013 un crédit à moyen terme de 25 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Cet emprunt a été défalqué en 3 échéanciers : le 1er est de 12 500 000 DT débloqué le 29/04/2013, le deuxième est de 6 000 000 DT débloqué le 28/06/2013 et le 3ème est de 6 500 000 DT débloqué le 31/12/2013. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 29/04/2014 pour le 1er échéancier, le 28/06/2014 pour le 2ème et le 31/12/2014 pour le 3ème et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 499 531 DT.
5. La société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 9 600 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1er est de 8 000 000 DT débloqué le 16/06/2014 et le 2ème est de 1 600 000 DT débloqué le 23/09/2014. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 12 634 087 DT, la société a donné en nantissement une liste de matériels. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/09/2016 pour les 2 échéanciers et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 484 115 DT.
6. La Société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 17 218 178 DT, la société a donné en nantissement une liste de

matériel pour la valeur équivalente de l'emprunt. Le remboursement en principal de cet emprunt commencera le 25/04/2017 et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 1 219 614 DT.

7. La société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 5 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 6 531 851 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2016 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 250 739 DT.
8. La société a contracté en 2015 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 795 306 DT. La société a donné en nantissement du matériel et des équipements professionnels à hauteur de 10 000 000 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 05/08/2017 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 1 137 166 DT.
9. La société a contracté en 2015 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 871 475 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 1 463 110 DT.
10. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel. Le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 25 017 143 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 11/12/2017 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 2 751 198 DT.
11. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1er est de 5 000 000 DT débloqué le 12/07/2016 et le 2ème est de 5 000 000 DT débloqué le 15/11/2016. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 12 506 676 DT, la société a donné en nantissement une liste de matériels. Le remboursement en principal du crédit commence le 05/07/2018 pour le 1er échéancier, le 05/11/2018 pour le 2ème et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 1 895 844 DT.
12. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 7 600 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 600 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui

s'élèvent à 9 588 460 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/05/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 1 474 732 DT.

13. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 570 348 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/03/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 2 260 580 DT.
14. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 8 610 176 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 26/12/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 2 895 090 DT.
15. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 7 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 968 223 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/04/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 1 361 937 DT.
16. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 13 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 15 999 918 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/06/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 2 692 568 DT.
17. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 12 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 12 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 15 512 777 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 10/12/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 3 558 121 DT.
18. La société a contracté en 2018 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 20 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 28 065 312 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 28/02/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 8 065 312 DT.
19. La société a contracté en 2018 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000

DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 14 203 775 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2018 s'élèvent à 4 203 775 DT.

20. Les lettres de crédits émises et non échues en 2018 et dont les dossiers d'importations y afférents seront comptabilisés en 2019 sont de l'ordre de 1 178 574 DT.
21. Les traites et les chèques escomptées en 2018 et dont les échéances sont en 2019 et 2020 s'élèvent à 7 426 665 DT.
22. La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « BHM » auprès de l'ATB. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2018 à 3 907 000 DT.
23. La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « Société Immobilière Magasin Général » auprès de la BT. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2018 à 4 615 384 DT.

Note N° 30 : Les obligations et les engagements de la société envers ses dirigeants

Les rémunérations des dirigeants

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a approuvés que les pouvoirs, montants, modalités de rémunérations du directeur général et du directeur générale adjoint sont fixés par le conseil.

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

↳ Directeur Général :

✓ Rémunération perçue auprès de la Société Magasin général :

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2018, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 356 628 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

✓ Rémunération perçue auprès de la Société Immobilière Magasin général :

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général de la société immobilière magasin général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2018, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 33 180 DT.

✓ Rémunération perçue auprès de la Société Centrale Magasin général :

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général de la société Centrale magasin général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2018, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 73 320 DT.

↳ Directeur Général Adjoint :

✓ Rémunération perçue auprès de la Société Magasin général :

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a approuvé la nomination de Mr Karim ALOUI en qualité de directeur général adjoint de la Société Magasin général. Le conseil d'administrations du 19 décembre 2017 a fixé la rémunération du directeur général adjoint. Au titre de l'exercice 2018, le Directeur Général adjoint a perçu un salaire brut annuel de 235 430 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

↳ Les administrateurs :

Les administrateurs perçoivent des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis annuellement à l'approbation de l'assemblée générale annuelle. Les obligations et engagements de la Société Magasin Général envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31/12/2018, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

Montants bruts en Dinars	Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs		Comité Permanent d'audit	
	Passif au 31/12/2018	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2018	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2018	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2018	Charges de l'exercice
Avantages à court terme	-	356 628	-	235 430	-	60 000	-	30 000

Note N° 30 : événements post clôture

Les présents états financiers ont été arrêtés et autorisés pour publication par le conseil d'administration du 4 Avril 2019 et ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

**Rapport Général des commissaires aux comptes
Etats financiers - Exercice clos le 31 décembre 2018**

Messieurs les actionnaires de la « Société Magasin Général S.A »,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 28 Juin 2016, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers de la Société Magasin Général S.A (la « société »), qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2018, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 97 568 921 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 21 198 656 DT.

À notre avis, les Etats Financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

3.1 Prise en compte des revenus

Question clé de l'audit :

Les revenus de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élèvent à 917 544 925 DT, représentant 96% du total des produits d'exploitation de la société.

Nous avons considéré que la prise en compte de revenu est une question clé d'audit en raison du volume important des transactions de vente et leur importance significative dans les comptes de la société.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par la société dans le cadre du processus de prise en compte des revenus ;
- Vérifier la concordance entre les bases commerciales et les revenus comptabilisés par la société ;
- Réaliser un examen analytique détaillé des revenus afin de corroborer les données comptables notamment avec les informations de gestion, les données historiques, l'évolution tarifaire, les tendances du secteur et les réglementations y afférentes
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies sur les revenus présentées dans les notes aux états financiers

3.2 Estimation des provisions pour risques et charges

Question clé de l'audit :

Comme indiqué au niveau de la note 3.9 aux états financiers, compte tenu de l'exposition de la société à des risques divers, en partie spécifiques au secteur de la grande distribution, et du degré de jugement élevé y associé, nous avons considéré que l'estimation des provisions pour risques constitue un point clé de notre audit.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Mener des entretiens avec la direction pour prendre connaissance des procédures mises en place par la société pour recenser l'ensemble des risques ;
- Procéder à des revues critiques des jugements formulés par la direction dans le cadre de l'évaluation des risques et apprécier le caractère raisonnable des estimations et hypothèses retenues dans le calcul des provisions pour risques ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3.3 Evaluation des titres de participation BHM

Question clé de l'audit :

Les titres BHM s'élèvent à 82 981 146 DT au 31 décembre 2018. Ces titres sont évalués à leur coût historique.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres BHM est une question clé d'audit en raison de leur importance significative dans les comptes de la société et du jugement nécessaire à l'appréciation de la valeur d'usage.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Apprécier les procédures de contrôle mises en place par la société dans le cadre du processus d'évaluation des titres BHM ;
- Challenger les méthodes d'évaluation adoptées par la société et apprécier le caractère approprié des hypothèses et des modalités retenues pour l'évaluation des titres BHM au regard des critères prévus par les normes comptables concernées ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3.4 Comptabilisation des flux liés aux fournisseurs

Question clé de l'audit :

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 226 961 978 DT au 31 décembre 2018.

Nous avons considéré que la comptabilisation des flux liés aux fournisseurs est une question clé d'audit en raison de l'importance significative de cette rubrique dans les comptes de la société.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par la société dans le cadre des processus d'achats, d'investissements et de règlements fournisseurs ;
- Vérifier la conformité de l'application des dispositions contractuelles entre la société et ses fournisseurs ;
- Vérifier la concordance entre les bases des achats et la comptabilisation des flux liés aux fournisseurs par la société ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

4. Rapport du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne

Nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des Etats Financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les Etats Financiers.

Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction de la société.

2. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires à mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes des valeurs mobilières de la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 30 Avril 2019

Les Co-commissaires aux comptes

**AMC ERNST & YOUNG
Fehmi Laourine**

**Horwath ACF
Slaheddine Zahaf**

**Rapport Spécial des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 Décembre 2018**

Messieurs les actionnaires de la Société Magasin Général S.A,

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations réalisées au cours de l'exercice 2018.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants)

A. Emprunts autorisés par le Conseil d'Administration

Les Conseils d'Administration réunis au cours des exercices antérieurs à 2018 ont autorisé la Société Magasin Général à obtenir des emprunts à moyen terme.

Dans le cadre de ces autorisations, la Société Magasin Général a obtenu au cours de ces exercices les emprunts suivants :

Conseil d'administration	Banque	Montant de l'emprunt en DT	Solde restant dû au 31/12/2018 en DT
17-mai-12	BNA	10 000 000	1 200 000
	BIAT	15 000 000	2 142 857
12-déc-12	Amen Bank	10 000 000	2 380 952
	Attijari Bank	25 000 000	6 520 000
20-déc-13	Amen Bank	5 000 000	2 142 857
	BT	9 600 000	4 800 000
	UIB	13 000 000	8 450 000
17-déc-14	UIB	10 000 000	8 000 000
	Attijari Bank	10 000 000	7 142 857
22-déc-15	UIB	10 000 000	10 000 000
	Attijari Bank	10 000 000	9 285 715
	BIAT	20 000 000	14 545 455
21-déc-16	UIB	7 600 000	7 600 000
	UBCI	10 000 000	10 000 000
19-déc-17	BNA	40 000 000	37 500 000
	Attijari Bank	12 000 000	12 000 000
	BH	10 000 000	10 000 000

B. Conventions et opérations autorisées par le Conseil d'Administration du 12 Aout 2014

Le conseil d'Administration du 12 Aout 2014 a autorisé les opérations suivantes :

La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « BHM » auprès de l'ATB. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2018 à 3 907 000 DT.

La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « Société Immobilière Magasin Général » auprès de la BT. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2018 à 4 615 384 DT.

II. Conventions nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Votre Conseil d'Administration nous a tenus informés des conventions et opérations suivantes conclues au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

A. Conventions et opérations autorisées par le Conseil d'Administration du 04 avril 2019

1. Opérations réalisées avec la CMG (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit hors taxes de 194 789 DT au titre des frais annuels d'Assistance Technique effectués au profit de la Société Centrale Magasin Général.
- La Société Centrale Magasin Général a facturé au cours de l'exercice 2018 à la Société Magasin Général des frais de logistiques d'un montant hors taxes de 7 142 303 DT.
- Les ventes en TTC de la Société Centrale Magasin Général à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2018 s'élèvent à 10 823 946 DT.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit hors taxes de 1 276 DT relatif à la quote-part de la Société Central Magasin Général dans les charges communes locatives.
- Les intérêts sur compte courant facturés par la Société Magasin Général à La Société Central Magasin Général en 2018 se sont élevés à 386 346 DT et ce au titre de la rémunération d'un compte courant associé s'élevant au 31 décembre 2018 à 425 016 DT contre un solde de 7 262 627 DT au 31 décembre 2017.
- La société Centrale Magasin Général a facturé au cours de l'exercice 2018 à la société Magasin Général une valeur hors taxes de 30 000 DT en contrepartie de location de son fonds de commerce situé à Nabeul

2. Opérations réalisées avec l'Immobilière Magasin Général (Filiale de SMG)

- Au cours de l'exercice 2018, la Société Immobilière Magasin Général a réalisé au profit de la Société Magasin Général des prestations de pilotage, études et suivi des travaux de rénovation des magasins pour un montant hors taxes de 1 877 973 DT.
- La Société Immobilière Magasin Général a facturé la contrepartie pécuniaire de la propriété commerciale à se procurer relative à des surfaces commerciales pour une valeur hors taxes de 4 262 286 DT constatée à juste titre en tant qu'immobilisations incorporelles.
- La société Immobilière Magasin Général a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxes de 1 538 312 DT.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit hors taxes de 64 261 DT relatif à la quote-part de la Société Immobilière Magasin Général dans les charges communes locatives.
- La valeur de cautions obtenues par la société Immobilière Magasin Général suite à la location de locaux commerciaux au profit de la société Magasin Général est de 1 297 551 DT.
- La société Magasin général a participé dans l'augmentation du capital de la Société Immobilière Magasin Général pour 32 500 000 DT, cette augmentation a été faite par compensation des créances.

- Les intérêts sur compte courant facturés par la Société Magasin Général à La Société Immobilière Magasin Général au cours du 2ème semestre 2018 se sont élevés à 466 823 DT et ce au titre de la rémunération d'un compte courant associé s'élevant au 31 décembre 2018 à 7 645 488 DT.

3. Opérations réalisées avec BHM (Filiale de SMG)

- La quote-part de la société BHM dans les charges communes de l'exercice 2018 s'élève à 282 205 DT hors taxes.
- Au cours de l'exercice 2018, la Société BHM a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 1 886 294 DT avec la Société Magasin Général au titre des ventes de marchandises.

4. Opérations réalisées avec BHM Distribution (Filiale de BHM)

- La société BHM Distribution a loué à la Société Magasin Général des fonds de commerce pour une valeur hors taxes de 3 963 560 DT.

5. Opérations réalisées avec l'Immobilière HAFEDH (Filiale de IMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours l'exercice 2018 un produit hors taxes de 3 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière HAFEDH dans les charges communes locatives du premier semestre 2018 (Au 01 juillet 2018, la société Immobilière Magasin Général a absorbé la société Immobilière HAFEDH).
- Les intérêts sur compte courant facturés par La Société Magasin Général à La Société Immobilière HAFEDH au cours du 1er semestre 2018 se sont élevés à 1 042 720 DT et ce au titre de la rémunération d'un compte courant associé s'élevant au 30/06/2018 à 8 571 239 DT.
- La société Immobilière HAFEDH a loué à la Société Magasin Général un local commercial au cours du 1er semestre 2018 pour un montant hors taxes de 138 152 DT.

6. Opérations réalisées avec l'Immobilière ZAINEB (Filiale de IMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2018 un produit hors taxes de 16 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière ZAINEB dans les charges communes locatives.

7. Opérations réalisées avec BHM Immobilière (Filiale de BHM)

- La société Immobilière BHM a loué à la Société Magasin Général un local commercial pour un loyer annuel hors taxes de 237 113 DT.

8. Opérations de financement par des billets de trésorerie

Au cours de l'exercice 2018, la Société Magasin Général a réalisé des opérations de financement en billets de trésorerie au profit des parties liées.

Le solde des billets de trésorerie émis par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2018 ainsi que les produits financiers réalisés au cours de l'exercice 2018 se présente comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2018	Produits financiers constatés en 2018
Immobilière Magasin Général	60 050 000	4 746 134
Immobilière Hafedh	51 050 000	4 176 147
BHM	4 000 000	350 546
Société Centrale Magasin Général	7 500 000	512 604
SS Auto	1 500 000	117 433
BHM Immobilière	4 150 000	351 488
CIVA	50 000	85
SOINDI	8 000 000	711 937
Tunis CAR	1 100 000	83 864
SEDAN	1 250 000	77 596
SICAM	9 500 000	854 466
FOUNA	300 000	512
Med Invest	12 500 000	1 083 269
Totaux	160 950 000	13 066 081

Le solde des billets de trésorerie reçus par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2018 ainsi que les charges financières supportées au cours de l'exercice 2018 se présentent comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2018	Charges financières constatées en 2018
MG Invest	700 000	3 094
MG SICAR	700 000	3 094
Total général	1 400 000	6 188

9. Autorisation d'emprunts

Les Conseils d'Administration du 19 Décembre 2017 et du 28 Novembre 2018 ont autorisé la conclusion d'emprunts à moyen terme pour un montant global de cinquante millions de dinars. Dans le cadre de ces autorisations, la Société Magasin Général a obtenu au cours de l'exercice 2018, deux emprunts auprès de la BNA et la BH pour des montants respectifs de quarante millions de dinars et dix millions de dinars.

III. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

▪ Directeur général

- Rémunération perçue auprès de la Société Magasin Général :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité du Directeur Général de la Société Magasin Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2018, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 356 628 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

- Rémunération perçue auprès de la Société Immobilière Magasin Général :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité du Directeur Général de la Société Immobilière Magasin Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2018, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 33 180 DT.

- Rémunération perçue auprès de la Société Centrale Magasin Général :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité du Directeur Général de la Société Centrale Magasin Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2018, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 73 320 DT.

- **Directeur Général Adjoint*** :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Décembre 2017 a approuvé la nomination de Mr Karim ALOUI en qualité du Directeur Général Adjoint de la Société Magasin général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 décembre 2017. Au titre de l'exercice 2018, le Directeur Général Adjoint a perçu un salaire brut annuel de 235 430 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

- **Les administrateurs**

Les administrateurs perçoivent des jetons de présence déterminés par le Conseil d'Administration et soumis annuellement à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Les obligations et engagements de la Société Magasin Général envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31/12/2018, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

Montants bruts en Dinars	Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs		Comité Permanent d'audit	
	Passif au 31/12/2018	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2018	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2018	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2018	Charges de l'exercice
Avantages à court terme	-	356 628	-	235 430	-	60 000	-	30 000

Tunis, le 30 Avril 2019

Les Co-commissaires aux comptes

AMC ERNST & YOUNG
Fehmi Laourine

Horwath ACF
Slaheddine Zahaf